

TOUT
tout
tout
tout

Vous saurez tout sur les **tourismes**



© Sens inverse

Face à un phénomène économique mondial de plus en plus important, des alternatives au tourisme de masse se développent. Avec, souvent, leurs réseaux propres. Tourisme durable, tourisme éthique, tourisme solidaire, tourisme social, écotourisme, tourisme intergalactique...

Tourisme social

Apparu au début du XX^e siècle en France et en Belgique, le tourisme social s'est développé parallèlement à l'augmentation du temps libre. Grâce à une législation favorisant la création d'infrastructures de tourisme et de loisirs au bénéfice des familles et des jeunes. Objectif : permettre l'accès du plus grand nombre aux vacances, au voyage. En Belgique, ce sont les gîtes d'étape, les villages de vacances et les auberges de jeunesse qui constituent aujourd'hui les principales enseignes du « pays du tourisme social ». Même si des distinctions sont apparues à la suite de la régionalisation du secteur : côté francophone, on continue à garantir des aides à la construction, la rénovation et l'équipement d'infrastructures d'associations reconnues ; côté flamand, on évolue vers une aide plus

ciblée sur les personnes, en particulier les handicapés et les bas revenus.

Le Bureau international du tourisme social a son siège à Bruxelles. Plus d'infos : www.bits-int.org.

Tourisme solidaire

Le tourisme solidaire et responsable, en France, a sa commission propre au sein de l'Union nationale des associations de tourisme. Selon Carla Rasera, chargée de mission à l'Unat, le tourisme solidaire va au-delà du développement durable puisqu'il repose sur deux postulats supplémentaires : premièrement, le projet touristique doit prioritairement bénéficier aux sociétés locales en favorisant leur autonomie économique et le respect de l'équilibre social ; ensuite, une part croissante des voyageurs du Nord, des ONG et des entreprises « citoyennes » sont prêts à étayer ces processus de renforcement et d'enrichissement de ces populations tout en favorisant la découverte de l'autre dans le respect de son identité.

La création l'an dernier, de la section Afrique au sein du BITS fait écho à la volonté de partenaires africains de voir se développer ce tourisme initié par les communautés locales. Ce qui nécessite de trouver des collaborations dans les « pays émetteurs » de touristes.

Tourisme durable

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) propose une définition du tourisme durable actualisée en août 2004. Elle renvoie aux principes directeurs du développement durable et aux pratiques de gestion durable du tourisme ; elle s'applique, dit l'OMT, à toutes les

formes de tourisme dans tous les pays, y compris au tourisme de masse. La notion reste à ce jour essentiellement cantonnée à de grandes déclarations internationales. Sa nature (un compromis a priori entre intérêts économiques, sociaux et environnementaux) est sans doute trop contraignante pour de petits opérateurs cherchant à promouvoir des initiatives clairement (radicalement ?) alternatives. Et ses principes suffisamment généraux pour, en l'absence de tout contrôle et de toute sanction, ne sortir que des effets symboliques.

La Charte du tourisme durable est consultable sur www.insula.org/tourism, et le Code mondial d'éthique du tourisme sur www.world-tourism.org.

Tourisme équitable

S'inscrivant dans le champ du commerce équitable, le tourisme du même nom promeut des voyages et activités élaborés par les communautés d'accueil (ou en grande partie avec elles). Ces acteurs veillent à réduire le plus possible les intermédiaires n'adhérant pas aux mêmes principes. Les bénéfices sociaux, culturels et financiers doivent être perçus en grande partie localement et répartis équitablement entre les membres de la population autochtone. Une notable différence avec la plupart des pratiques se revendiquant du tourisme solidaire : le tourisme équitable se suffit à lui-même et ne se préoccupe pas de projets de développement connexes ou parallèles.

Une Charte du tourisme équitable a été élaborée en 2002 par quatre associations avec l'aide de la Plate-forme pour le commerce équitable : www.croqnature.com/tourismeequitable.htm.

Écotourisme

Selon la Société internationale d'écotourisme, celui-ci se définit comme le fait de « voyager de manière responsable dans des sites naturels tout en aidant à la conservation de l'environnement et en ayant un impact positif sur les conditions de vie des populations locales » (voir encadré page 22).

En Belgique, c'est dans cette veine que s'inscrit l'association Sens Inverse : www.sensinverse.com.

Et, à cheval sur l'écotourisme et le tourisme responsable, l'asbl Tourès (Tourisme responsable) s'est donné pour objectifs, depuis 2001, d'informer sur les impacts du tourisme dans ses dimensions environnementale, sociale, culturelle et économique ; de promouvoir des initiatives de petites entreprises, d'associations ou de professionnels indépendants organisant des voyages respectueux de l'environnement naturel et culturel.

L'asbl propose sur son site Internet un répertoire des organismes de tourisme responsable : www.toures2002.be.

Tourès s'inscrit en outre dans un travail au plan international à travers le réseau TEN (Tourism European Network) qui regroupe des associations de divers pays d'Europe soucieuses de tourisme responsable : www.ten-tourism.org.

Tourisme responsable ou éthique

Tel un cheval de Troie, celui-ci se propose de modifier les comportements des opérateurs classiques de l'intérieur. Création de directions environnement ou de développement durable, rapports

sur la responsabilité sociale des entreprises et actions concrètes de correction sur le plan des pratiques sociales et environnementales.

Ainsi, en France, toutes les plus grandes entreprises du secteur touristique ont signé la Charte nationale du tourisme. Les actions de ces entreprises qui en découlent sont souvent laissées à leur bon vouloir et, à ce jour, aucun contrôle n'est organisé.

Tourisme rural

Hébergement « diffus » qui se développe de plus en plus dans les pays européens, il est souvent l'occasion pour des habitants de compléter leurs revenus et de maintenir une activité économique dans des villages excentrés.

Afin d'éviter des dérives liées à la concentration de l'activité d'hébergement rural et de garantir sa dimension « proximité », le gouvernement wallon a adopté en décembre 2004 un arrêté qui limite à cinq le nombre de gîtes ou de chambres par personne physique. Une autre mesure contenue dans l'arrêté prescrit la présence d'un responsable à proximité des gîtes de grande capacité proches des noyaux d'habitat, prémices à une logique de médiation touristique entre visiteurs et habitants.

Observatoire du tourisme wallon : <http://mrw.wallonie.be/dgee/cgt/otw/ln dex.htm>.

Et le tourisme d'aventure ?

Randonnées dans le désert, escalades aux alentours du sommet du monde, méharées, safaris, les voyages « aven-

tureux » ne cessent de séduire un nombre croissant d'Occidentaux. Même s'ils se pratiquent en général en petits groupes, ils laissent des traces. Et pas seulement dans la nature, de nombreux porteurs (notamment au Népal) pas ou peu formés étant sous-payés et travaillant dans des conditions extrêmement précaires. De plus en plus conscientes et soucieuses de ces problèmes, quelques opérateurs spécialisés ont commencé à réagir. Notamment en rédigeant et en distribuant à leurs clients une Charte éthique du voyageur : www.atalante.fr.

On le voit, les initiatives fourmillent pour tenter de définir et de se définir. La plupart des chartes et labels, aujourd'hui, permettent à des acteurs de se reconnaître entre eux. Et de se faire connaître sur le marché des alternatives. Voire d'imposer des cahiers des charges à leurs partenaires. Toutes ces initiatives sont encore fondées sur l'auto-régulation et l'absence de contrôle indépendant, à l'exception notable, dans nos pays industrialisés, de la filière du tourisme rural.

Mais le secteur bouge et commence à s'organiser en réseaux, première étape vers une plus grande reconnaissance et une harmonisation d'un certain nombre de critères. ■

Manu De Loel

Sources : *Le tourisme social dans le monde n°40, 42, 43, revue trimestrielle d'information du Bureau international du tourisme social, Alternatives économiques Hors-série (n°18 mars 2005) et BITS information n°140 p. 5.*



Du tourisme social au tourisme solidaire

Quelques éléments d'analyse sur le rôle du tourisme social et sa contribution en faveur d'un tourisme responsable et solidaire.

Le tourisme international a connu au cours des dernières décennies une croissance spectaculaire qui se reflète aujourd'hui dans les arrivées internationales de touristes estimées à 760 millions⁽¹⁾. À cette réalité s'ajoute aussi celle encore plus importante, bien que plus difficile à quantifier, du tourisme domestique qui concerne la grande majorité de la population. Dans les deux cas, un fait est indéniable : la mise en œuvre du « droit au tourisme pour tous » a contribué à l'essor du secteur touristique avec bien sûr son lot de bénéfices et de problèmes sur les plans économiques, sociaux et environnementaux.

Le tourisme social

Bien qu'il n'existe pas une seule définition du concept de tourisme social, on peut à juste titre affirmer qu'il se « réfère aux programmes, aux réalisations et aux actions qui visent à rendre effectifs le droit aux vacances et l'accès au tourisme à tous les groupes de population, notamment les jeunes,

les familles, les retraités, les personnes aux revenus modestes, les personnes à capacité physique restreinte, mais qui visent aussi à la qualité de la relation entre les visiteurs et les communautés d'accueil »⁽²⁾.

La déclaration de Montréal « Pour une vision humaniste et sociale du tourisme », adoptée lors du congrès du Bureau international du tourisme social (BITS) en 1996, a aussi permis d'actualiser le concept de tourisme social en tenant compte des nouvelles réalités dont l'exigence de la qualité de toute gestion touristique et le respect des sites et des populations locales. On y précise en effet que le tourisme social cherche à « concilier développement touristique, protection de l'environnement et respect de l'identité de la population locale », à « apporter de nouveaux moyens à des régions souvent délaissées », à « aménager des sites avec la volonté de ne pas dilapider les ressources », à « générer des bénéfices économiques, sociaux et culturels pour la population locale ».

Il ne s'agit pas d'une intention nouvelle car nombre de réalisations antérieures du tourisme social témoignent de cette volonté de concilier développement touristique et respect de l'environnement et des populations locales. Cependant, l'insistance est maintenant manifeste et constitue un réel apport au concept de tourisme social. L'accessibilité au tourisme ne concerne plus uniquement les groupes de visiteurs mais aussi les visités qui doivent avoir accès non seulement à leurs ressources touristiques, mais également aux bénéfices du tourisme... tout en veillant à ne pas dilapider les ressources. En introduisant une relation de solidarité entre le touriste et

les populations d'accueil et en ayant comme objectif « un développement durable et soutenu », le tourisme social est tout le contraire d'un tourisme de masse envahisseur et spoliateur des ressources.

Acteur de l'ES et solidaire

Même si la déclaration de Montréal souligne que « ce ne sont pas les statuts juridiques ou les procédures utilisées qui légitiment les opérateurs touristiques mais l'action qu'ils constituent au service d'un objectif clairement affirmé et poursuivi », il n'empêche que ce sont les associations et les coopératives qui sont les principaux acteurs du tourisme social. En ce sens, le tourisme social est un protagoniste de tout premier plan de l'économie sociale et solidaire.

Au plan international, il s'inscrit dans une mouvance de globalisation des solidarités à l'échelle de la planète au sein de laquelle le social reste au poste de commandes, l'économie devient un instrument et non une fin en soi, et la protection de l'environnement « une conditionnalité nouvelle dans les choix économiques qui s'opèrent ».

Qu'est-ce donc alors que le tourisme social ? « Un tourisme pour tous, durable et solidaire. » C'est le nouveau slogan du BITS qui révèle la richesse et l'évolution du concept et des réalités qu'il recouvre.

Le tourisme solidaire

S'il est vrai que les associations de tourisme social au sein du BITS se préoccupent de solidarité avec les communautés d'accueil, le BITS est aussi

conscient que nombre d'associations et d'ONG ont vu le jour ces dernières années avec comme préoccupation le tourisme solidaire. Ce dernier regroupe les formes de tourisme alternatif qui mettent au centre du voyage l'homme et la rencontre et dont les fondements reposent sur l'implication des populations locales dans les différentes phases du projet touristique, le respect de la personne, des cultures et de la nature et une répartition plus équitable des ressources générées.

Une des principales caractéristiques des voyages solidaires qui se développent dans un contexte d'échanges Nord-Sud, est aussi qu'ils permettent de financer, grâce à une partie du prix du voyage, des projets de développement déterminés avec les populations d'accueil dans le domaine de la scolarisation (création d'écoles, fournitures scolaires, soutien aux cantines), de la formation et de la santé (création de dispensaires, achat de médicaments) ou de l'adduction d'eau (creusement

de puits, captage de sources), à titre d'exemples.

De ce point de vue, dans les pays en développement, le tourisme social considéré comme opportunité d'épanouissement personnel et le tourisme solidaire considéré comme un outil de développement local et de lutte contre la pauvreté dans le respect des populations et de l'environnement peuvent donc sembler contradictoires.

L'accès aux vacances n'est évidemment pas une priorité pour la très grande majorité des populations africaines, qui se sentent bien plus concernées par les besoins les plus essentiels tels que l'alimentation, la santé, le travail, l'éducation ou le logement. Mais ce n'est pas pour autant que le besoin de mobilité n'existe pas, notamment chez les jeunes. De plus, le tourisme social peut servir de moteur au développement du tourisme national ou intrarégional africain et s'inscrire comme action complémentaire au tourisme international.

BITS, 40 ans de promotion d'un « tourisme pour tous »

Créé en 1963, le Bureau international du tourisme social (BITS) a comme mission principale de promouvoir l'accès aux vacances, aux voyages et au tourisme pour le plus grand nombre et de favoriser la mise en œuvre d'une telle politique et des moyens qui en découlent auprès des acteurs qui partagent cette responsabilité, à savoir les États, les acteurs sociaux et les opérateurs.

Pour y parvenir, le BITS utilise la force de son réseau qui regroupe plus d'une centaine d'organisations membres dans près de 40 pays, parmi lesquels on retrouve des associations, des centres de vacances et auberges de jeunesse, des agences et opérateurs, des organisations syndicales, des coopératives, des organismes officiels de tourisme ainsi que des micro-entreprises touristiques et des ONG qui participent tous à leur façon à une offre de vacances accessibles pour divers segments de marché.

Pour en savoir plus, il est possible de consulter le site www.bits-int.org.



© Jean-Marc Mignon

Soulignons aussi que le tourisme social et le tourisme solidaire peuvent se servir l'un l'autre puisque « l'implication des populations locales dans les projets touristiques, à travers, entre autres, la prise de conscience de la richesse du patrimoine historique et culturel de leur pays a été identifiée comme l'un des éléments fondamentaux d'un développement touristique respectueux et plus équitable ». En ce sens, quel meilleur moyen de relever ce défi que de faire connaître et apprécier le Mali aux Maliens, le Sénégal aux Sénégalais, etc. ?

Les principaux défis

Une des priorités consiste sans doute à faire avancer au plan international la compréhension de ce concept et de la démarche et à mettre en place un système d'échange d'expériences, d'information et de communication sur la base de ce que font de grandes associations comme l'UNAT en France et l'AITR⁽³⁾ en Italie. Il faut aussi aider les associations et opérateurs qui existent ou qui émergent à se mettre en réseau ainsi qu'à travailler à la formation des acteurs du tourisme solidaire. Enfin, il faut réfléchir à la démocratisation de l'accès au tourisme solidaire et responsable et créer les conditions pour que celui-ci ne soit pas uniquement réservé à une élite. ■

L. Jolin, responsable du Comité scientifique du BITS **et C.-E. Bélanger**, directeur du BITS

(1) Données statistiques de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

(2) Jolin, L. Université du Québec à Montréal, 2004.

(3) AITR : Association italienne de tourisme responsable.



© Seirs inverse

Enjeux de développement

Et si l'on considérait le tourisme comme un levier possible pour le développement de populations et de territoires ? Chez nous comme ailleurs. Depuis quelques années émergent des alternatives. Des projets dont les initiateurs sont les premiers bénéficiaires, où ce sont les partenaires qui décident et pas des actionnaires. Voici quelques enjeux et conditions du développement d'un tourisme solidaire.

Autonomie des acteurs locaux

Un projet développé en Mauritanie est particulièrement exemplaire. Dans l'Adrar, les femmes de cinq villages organisent régulièrement l'accueil de groupes de dix personnes venues avec l'association El Valeh. Chaque soirée procure un bénéfice de 85 euros, l'équivalent de deux salaires mensuels à temps plein. Afin d'éviter une dépendance des communautés à l'activité touristique, il fallait gérer collectivement cet apport d'argent. Il a fallu un an de discussions entre les 21 coopératives de femmes, El Valeh et avec le soutien du GRET⁽¹⁾ pour aboutir à la définition d'un seuil de touristes en fonction de l'intérêt général. Soit environ 300 personnes par an, ce qui équivaut à un apport net équivalent à cinq salaires annuels.

Régulations publiques locales, nationales et internationales

L'autonomie de communautés locales, pour exemplaires qu'elles sont, ne résistent pas aux pressions lorsque la convoitise est le fait d'une multinationale ou que la concurrence se déve-

loppe entre elles. Il importe alors d'étendre les coopérations et de voir les autorités publiques s'impliquer.

Aujourd'hui cependant, de l'avis de Laurent Besson, directeur de Vision du Monde (France), les autorités locales, régionales ou nationales jouent un rôle « globalement peu » actif en faveur du tourisme solidaire⁽²⁾. Au Maroc notamment, « les politiques sont encore dans des logiques de tourisme de masse ».

Mais les choses changent. Au Burkina par exemple, « le gouvernement a fait le choix du tourisme solidaire pour développer ce secteur, car il apporte des revenus d'appoint aux populations et valorise des terroirs riches mais inexploités⁽²⁾ ». Au Mexique, c'est une intervention forte des pouvoirs publics qui est au cœur d'une activité touristique bénéficiant d'abord au Mexique et aux Mexicains.

Formation des professionnels

Chez nous comme ailleurs, la formation des acteurs et opérateurs du tourisme permet d'assurer la continuité et la pérennité des préoccupations alternatives mises en avant. C'est aussi un moyen de favoriser la rencontre interculturelle. La formation des guides est essentielle dans ce contexte : ce sont de véritables « médiateurs culturels » entre les autochtones et les voyageurs. C'est déjà vrai dans l'accueil en chambres d'hôtes en Wallonie, ça l'est d'autant plus lorsque les rencontres mettent en présence des cultures extrêmement éloignées.

Pour Bernadette Sanou, directrice de l'Office national du tourisme burkinabé,

il est nécessaire également de former les communautés d'accueil. « Car, dit-elle, les villageois ne sont pas assez outillés pour bien présenter leurs traditions et se préserver contre la dérision. Beaucoup de touristes ne retiennent que les aspects négatifs qu'ils vont présenter chez eux comme des coutumes arriérées.⁽³⁾ »

Et pourquoi pas former les voyageurs ?

Vision du Monde est une association française partenaire d'opérateurs de randonnées et de séjours chez l'habitant dans des zones défavorisées du Maroc, du Mali, de Bulgarie et du Pérou. Solidaire et équitable jusqu'au bout, elle propose annuellement une rencontre à l'ensemble de ses clients. « On a des débats, une sensibilisation aux problèmes spécifiques qu'on peut rencontrer lors de voyages solidaires. Et puisque certains de nos partenaires du Sud sont aussi présents, il y a de réels échanges.⁽⁴⁾ » ■

Manu De Loeuil

(1) Groupe de recherche et d'échanges technologiques, www.gret.org.

(2) BITS Information n°143, p. 11.

(3) In Tourisme solidaire : La réussite nécessite des efforts de tous, B. Ouangraoua, S. Ouattara, M-A Leplaideur, 23/07/2004 (Burkina Faso) © Info-Sud.

(4) Entretien avec L. Besson, Directeur de Vision du Monde, in BITS Information n°143, p. 9.

Le tourisme de masse



Rien de neuf sous le soleil des tropiques ! Le tourisme de masse est à l'image d'un monde où dominent les logiques de profit financier immédiat et la loi du plus fort. Passage en revue des grands maux qui gangrènent la planète Voyage.

Chiffres et vertige

De 80 millions en 1960, le nombre de touristes internationaux est aujourd'hui de plus de 700 millions. L'Organisation mondiale du tourisme prévoit qu'ils seront 1,6 milliard en 2020, voyages d'affaires compris ! Quant aux flux financiers, le secteur brassait 500 milliards d'euros de recettes en 2002, toujours selon l'OMT. Et 5 à 10 % de la population active dans le monde travailleraient dans ce secteur ! Mais qui en profite vraiment ?

Fuite des bénéficiaires

Souvent, des États financent des infrastructures au service exclusif des touristes alors que la population environnante continue de manquer d'accès à l'eau, à l'électricité, aux transports en commun... Si encore les devises du tourisme étaient réinvesties dans les services publics ! C'est compter sans le phénomène de fuite, d'autant plus important que les États sont petits ou pauvres et les populations autochtones mal organisées.

La fuite, c'est la captation, par des opérateurs économiques du Nord, de la part des bénéficiaires d'activités réalisées dans les pays en développement. Le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) estimait dans les années 90 que les fuites dans le tourisme étaient de 80 à 85 % pour les

pays les moins avancés d'Afrique et dans les Caraïbes, de 40 % en Inde et de 10 à 20 % pour les pays émergents comme le Mexique.

Les fuites concernent tant l'hébergement, la restauration et les animations sur place (dans le cas de forfaits tout compris) que les infrastructures aéroportuaires (souvent réalisées par des entreprises du Nord), le confort (importation de climatisation,...), voire même les salaires rapatriés par les employés étrangers. Sans compter les « fuites invisibles » telles que exonérations fiscales et coût de remplacement du patrimoine naturel ou historique dégradé (selon la Crucead⁽¹⁾). Un phénomène qui s'amplifie avec la forte concentration du secteur. Les grands réseaux, maîtrisant toute la chaîne de l'offre touristique, captent ainsi un maximum de plus-values...

Exploitation des travailleurs

Les conditions d'hébergement des saisonniers du tourisme sont généralement précaires, où que ce soit. Ainsi des saisonniers sans qualification particulière (chômeurs, jobistes,...) dans des stations de ski françaises : outre des conditions de travail illégales (horaires flexibles et dépassant la durée légale, rémunérations au noir, peu de jours de congé), ils logent souvent dans la promiscuité, voire dans des conditions douteuses (voiture, cage d'escalier...).

Enfin, selon l'OIT, plus de 15 millions de jeunes de moins de 18 ans travailleraient dans un « métier » du tourisme : domestiques, porteurs de bagages... Quand 2 millions de mineurs sont exploités sexuellement à des fins commerciales à travers le monde ! (selon ECPAT⁽²⁾).

Empreinte écologique

Les géants du voyage s'embarrassent peu, jusqu'à présent, de leur impact sur l'environnement, l'écosystème et les populations autochtones. Peu importe si l'urbanisation débridée des littoraux provoque leur érosion et si les trois quarts des dunes de sable de la côte méditerranéenne ont disparu... (PNUD).

Autre exemple : l'eau. Selon une étude du Fonds mondial pour la nature (WWF) en Espagne, la consommation d'eau d'un touriste est de 880 litres par jour contre 250 en moyenne pour les Espagnols ! Transposé dans des pays où les populations locales ne disposent pas d'un accès à l'eau potable individualisé, cet écart est souvent synonyme d'indisponibilité en eau pour celles-ci.

Sans oublier les massives émissions de gaz polluants dues à l'aviation, un mode de transport privilégié par le tourisme de masse. Face à la revendication de nombreuses associations en faveur d'une taxation du kérosène, les compagnies aériennes (exemptées depuis 1944) opposent la mise en place de « permis négociables » entre elles. À long terme ?... ■

Manu De Loeuil

Sources : Avec Alternatives économiques Hors-série n°18 mars 2005, Antipodes (revue d'ITECO, Centre de formation pour le développement et la solidarité internationale) et Le Tourisme social dans le monde, revue d'information du Bureau international du Tourisme social.

(1) Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.

(2) End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes.



© Le Pass

Quels éclairages proposent les scientifiques sur l'évolution du tourisme ? Comment formulent-ils les enjeux et, partant, les pistes de changement ? Entre sciences exactes et approche pluridisciplinaire, le tourisme vu sous l'angle du développement territorial et de la gouvernance.

Pour Georges Cazès (géographe, professeur émérite à l'université de Paris 1), la priorité est de définir et d'appliquer des seuils selon les capacités de charge des destinations. Sans céder à l'illusion que l'on puisse les calculer à la décimale près. Les capacités de charges sont susceptibles d'être révisées en permanence, « d'autant qu'elles s'ex-priment aussi bien en termes sociaux et culturels qu'en termes matériels »⁽¹⁾. Avec ce que ça implique de difficultés en termes de gouvernance et d'éthique : peut-on définir des critères de sélection des clientèles (par le prix, l'expérience touristique, le niveau de formation...) sans provoquer de nouvelles inégalités ?

Son de cloche plus circonspect chez Bernard De Myttenaer⁽²⁾. Pour lui, dans

À la recherche de l'œuf de Colomb

les pays industrialisés comme dans les autres, déterminer scientifiquement une capacité de charge pour un territoire s'apparente à une mission impossible. Les paramètres évoluent en permanence et l'expertise appelle la contre-expertise. « Une étudiante dans son mémoire a démontré que l'urbanisation du littoral belge sous Léopold II était proportionnellement plus consommatrice d'espace, parce qu'extensif, que celle des années 60 qui empilait les logements sur une petite surface. » Reste que de petites surfaces en petites surfaces...

Par ailleurs, note le chercheur bruxellois, « la notion même de "capacité de charges" est empruntée aux sciences dites exactes ; leur transposition dans

les sciences humaines est plus que délicate ».

Tout est politique !

Sur la notion de fuite également (voir « Le tourisme de masse » p. 9), le chercheur se montre prudent. Le phénomène est indéniable mais très variable d'un pays à l'autre. « Le Mexique est un exemple de pays émergent qui a su maîtriser son développement touristique grâce à un encadrement important de la puissance publique. Avec des projets mixtes, public/privé. » Résultat : seulement 20% de « fuite ». Quand les acteurs locaux sont bien organisés et savent ce qu'ils veulent, ils peuvent négocier dans de bonnes conditions avec des opérateurs classiques.

Tourisme responsable - développement durable FORUM LE 7 JUIN À PARIS

En association avec ses partenaires dont tourisme-durable.net, le réseau d'experts T2D2 (tourismes, territoires et développement durable) organise un forum-débat sur l'articulation tourisme responsable - développement durable à partir d'exemples de terrain en cours ou en préfiguration. L'expérience ALTICOB21 (agenda 21 local « Tourisme ») y sera présentée. Exemples de Djibouti, Éthiopie, Portugal, Sikkim, Laos, Comores... Ou comment mobiliser à la fois les acteurs et prestataires du tourisme et ceux impliqués dans le développement local ?

Parmi les questions abordées : les échelles et la cohérence territoriales, l'articulation du rythme lent de l'évolution des pratiques et du rythme rapide du commerce; le long terme face aux besoins immédiats, aux agendas politiques, aux procédures et à l'inertie des systèmes; la place de la relation non marchande; les conditions de construction d'un tissu micro-économique viable; les conséquences multiples de la forte concurrence entre prestataires touristiques.

Objectif : mesurer la part d'innovation que chacun doit assumer pour des réponses opérationnelles et coordonnées à des problèmes complexes.

Pour plus d'infos et tout contact : forum-t2d2@tourisme-durable.net.

En outre, si l'on considère toute la chaîne touristique, le poste le plus rentable pour les tour-opérateurs reste le déplacement en avion. Peu d'opérateurs alternatifs auraient les reins assez solides pour concurrencer les compagnies low cost.

Selon Bernard De Myttenaer, deux dimensions sont primordiales si l'on veut évoluer vers un tourisme équitable. « Il s'agit d'abord de la capacité propre des acteurs locaux à gérer la charge touristique. » Qui dépend tant de la qualité de leurs organisations et des collaborations entre elles que de la volonté politique de réguler l'activité touristique. C'est l'un des enjeux d'un projet auquel l'IGEAT contribue, dans un parc naturel de mangrove au nord de la Colombie : capter autour du parc une partie des touristes des deux grandes villes les plus proches, situées chacune à une centaine de kilomètres de là, Carthagène et Santa Martha. Soit diversifier l'offre et répartir territorialement tant la charge touristique que les bénéfices. « Ensuite, il y a le comportement des touristes. Et là, pas de secret, la sensibilisation et l'éducation au voyage doivent être renforcées. » Aussi bien par les pouvoirs publics que par les acteurs locaux des destinations touristiques.

Indépendance et ouverture

« Attention, avertit Bernard De Myttenaer, le tourisme n'est pas la panacée pour développer des zones défavorisées, souvent enclavées. Il faut pouvoir jouer sur plusieurs tableaux. » Monoculture du coton, de la banane... ou des vacances, mêmes écueils. La diversification est l'une des clés de l'indépendance, donc du succès. Dans l'exemple de la

Le Parc naturel des Collines

Chez nous aussi, les territoires les plus efficaces sur le plan touristique sont ceux où les acteurs parviennent à coopérer, à faire valoir un projet commun.

Parfois, la quête d'un consensus collaboratif prend du temps. En Wallonie, le Parc naturel des Collines, dans l'ouest du Hainaut, a connu des soubresauts dès sa création en 97-98. Inexpérience des communes en termes de politique touristique, tensions entre « anciens » acteurs associatifs et « nouveaux » venus institutionnels. Malgré les atouts et d'importants subsides (notamment des fonds européens de l'Objectif 1), des logiques de concurrence ont empoisonné la vie du projet durant quelques années. Selon Serge Hustache, président du Parc naturel, « aujourd'hui, les acteurs préexistants à la structure transcommunale du Parc, tel l'Éco-Musée, se sont professionnalisés. Les communes et l'IDETA (Intercommunale de développement économique du Tournaisis), de leur côté, ont appris à travailler avec les associations. »

Les chiffres de fréquentation du « parcours spectacle », dans la Maison du Parc, restent modestes : 10.000 entrées en 2004. La mise à jour récente du spectacle pour la saison 2005 témoigne de la volonté des acteurs d'améliorer sans cesse cette vitrine du Parc. Et d'en renforcer l'attrait et les impacts au niveau socio-économique, autour des produits du terroir notamment. Si l'évaluation économique précise reste à faire, cette année verra la mise en œuvre d'un système de comptabilisation fine de la fréquentation des diverses activités du Parc.

mangrove colombienne, la recherche vise à s'appuyer sur les savoirs des populations locales et à développer aussi les potentialités agricoles, piscicoles et sylvoicoles du territoire.

De même, parier sur un développement touristique exclusivement endogène serait trop ambitieux, voire illusoire. Ne fût-ce que sur la question de la mise de fonds, un apport extérieur est la plupart du temps nécessaire. Dans certains cas, des ONG locales préféreront militer pour l'embauche d'employés locaux, à de bonnes conditions, dans des réseaux et circuits touristiques « classiques ». En somme, l'organisation et la

défense des intérêts des populations locales sur un marché du travail dû à une activité exogène peuvent représenter un important progrès social, notamment sur le plan de la redistribution des bénéfices.

Et si c'était la notion même de développement qui posait question ? ■

Manu De Loel

(1) In Alternatives économiques - Hors série n°18 mars 2005 - p. 17.

(2) Bernard De Myttenaer est assistant à l'Institut de gestion de l'environnement et de l'aménagement du territoire (IGEAT) de l'Université libre de Bruxelles.



© Michel Fischer Editions



© Jean-Marc Mignon

Le tourisme durable apparaît comme une alternative aux effets destructeurs du tourisme de masse. Est-il à même d'inverser la vapeur des rentrées de fonds et de participer au développement local ?

D'ici à 2020, le nombre de touristes dans le monde devrait tripler pour atteindre 1,6 milliard de touristes, selon les prévisions de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Une manne, en théorie, pour les pays de destination, en termes d'emplois (+ 130 millions dans les six ans à venir) et de devises, pour les pays producteurs. Ces chiffres font l'hypothèse d'une croissance continue (+ 4,3% par an). On voyait dans les années 70 le tourisme comme un outil incontournable du développement des pays les plus pauvres. On estime aujourd'hui à 20, parfois 30%, ses retombées économiques dans les pays du Sud. Sans compter les dégâts. Dans les Caraïbes, on estime que les nombreux navires de croisière qui font escale débarquent 70.000 tonnes d'ordures par an. Dans les années 1980 déjà, on constatait que l'approvisionnement d'un club de vacances en Tunisie

Un tourisme fait pour durer...

privait d'eau la population des environs. Le tourisme durable, encore peu mis en œuvre aujourd'hui, peut-il participer à inverser la tendance et permettre un développement local ?

Écologique, social, durable, etc.

Dans certains pays (Costa Rica, Madagascar...), on mise sur l'écotourisme. L'île malgache, pour les formules d'écotourisme qui y sont proposées par les agences de voyages, serait choisie par 67% des touristes. L'intention principale étant au moins autant une réponse à la demande de contact avec la nature de la part des touristes qu'une réelle protection de l'environnement. Mais déjà, ses limites apparaissent quant aux retombées pour la population locale. Or, il est évident que le tourisme sera équitable une fois que les communautés et les économies locales en seront les premières bénéficiaires. L'alternative pourrait être trouvée dans le tourisme durable qui, à l'instar du développement durable, entend « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». (Commission Brundtland, 1987). Une simple gestion intelligente, en quelque sorte, qui devrait impliquer une limitation volontaire de la consommation touristique. D'autres vont plus loin, avec comme maîtres mots des modes de vie différents, la justice sociale, la maîtrise démocratique, la limitation du nombre de visiteurs et la participation des communautés locales aux décisions.

Tourisme solidaire

Au Lesotho, à quelque 60 km de Maseru, la capitale, le village de Malealea vit

désormais en grande partie du tourisme. Mais pour éviter que des villageois ne subsistent que des pourboires laissés par les touristes, trois projets générateurs de revenus ont été lancés. Le premier, une coopérative artisanale, écoule ses produits dans un magasin de tôle ondulée. Un atelier de menuiserie aide à construire les petits chalets qui accueillent les touristes, tandis qu'une coopérative agricole approvisionne en produits frais le restaurant.

Dans différents pays de l'Afrique de l'Ouest, le concept est peu à peu exploité, à « grande échelle ». Alors que cette région reste largement à l'écart des flux touristiques, des « associations de voyages » proposent des séjours « alternatifs » aux vacanciers en quête d'un tourisme solidaire. La formule la plus célèbre est sans doute le « tourisme rural intégré » (TRI) lancée en 1974 en Casamance, dans le sud du Sénégal. Initiative locale de développement, il s'appuie sur la volonté des populations de faire partager aux touristes la vie au village, et de participer, ensemble, au développement du terroir.

Au Burkina Faso, le gouvernement a fait le choix du tourisme solidaire pour développer ce secteur, car il apporte des revenus d'appoint aux populations. Depuis février 2004, les villages sont regroupés au sein d'une Association nationale des villages d'accueil, structure locale autonome qui gère l'intégralité des séjours au Burkina, de l'accueil dans les villages à la location de voitures et à l'hôtel à Ouagadougou. Des prestations vendues à l'ONG française Tourisme et développement solidaires (TDS) qui s'occupe des billets d'avion, de la promotion et du recrutement des clients moyennant une com-

mission d'environ 10% sur le prix du séjour. Outre les salaires versés à ceux qui travaillent directement à l'accueil des étrangers, les revenus du tourisme permettent la réalisation d'infrastructures dans les villages. À Doudou, en l'espace de deux ans, l'équivalent de 1.115 euros de bénéfices a été engrangé par le village, qui facture la journée à près de 25 euros par personne, tous frais compris. C'est ainsi que des dispensaires ou des écoles ont pu être construits. Autre effet bénéfique: l'activité touristique dans ces villages retirés a engendré une diminution de l'exode rural. « *Les jeunes ne nous abandonnent plus pour aller en Côte d'Ivoire* », témoigne un vieil homme originaire de Doudou.

Cependant, la gestion communautaire des fonds pose souvent des problèmes. C'est pourquoi le ministère français des Affaires étrangères et la Coopération danoise financent la formation des villageois, le suivi et l'appui aux villages pour la gestion de leurs projets afin que ce tourisme contribue véritablement à leur développement.

Mais les bailleurs de fonds, soucieux de rentabilité, ne risquent-ils pas de promouvoir la massification de ce tourisme dans l'espoir qu'il remplisse les caisses et qu'il permette aux communautés de se prendre en charge ? « *Si le village s'engage dans cette voie, il ne fera plus partie du réseau* », dit en substance Bénédicte Merlant, directrice de TDS, qui veut étendre l'expérience à cinq autres villages burkinabés.

Tuer la poule aux œufs d'or ?

Mais quantitativement, ces initiatives

restent marginales, et ont en commun de laisser les habitants des pays du Sud dans un rôle de récepteurs passifs d'initiatives prises ailleurs. Il n'y aura d'évolution décisive que si le tourisme commercial lui-même intègre la durabilité. Francesco Frangialli, secrétaire général de l'OMT, estime en effet que le touriste de l'avenir choisira son lieu de vacances selon l'identité qu'il veut se donner ; un lieu qui permet, « *dans un monde de plus en plus homogène, [de] le différencier des hordes d'autres touristes* ». Les destinations originales risquent dès lors d'attirer le grand nombre, chacun espérant y être seul. C'est donc le tourisme de masse – et plus seulement des actions à la marge – qui, sous peine de destructions culturelles, humaines et sociales, devra se fixer des limites. Une tentative internationale d'autodiscipline par les acteurs du tourisme a eu lieu en 1999, sous la forme d'une Charte pour un tourisme éthique. Cent dix pays membres de l'OMT ont adopté (difficilement) ce texte destiné à « *concilier économie et écologie, environnement et développement* ». Cela ressemble cependant à la quadrature du cercle, tant l'écart est grand entre les intérêts à court terme du secteur et les mesures à prendre pour rendre le tourisme durable. C'est vraisemblablement lorsque les opérateurs touristiques comprendront qu'ils risquent de tuer la poule aux œufs d'or qu'ils seront convaincus. Si 40% des Allemands sont prêts à payer 1 dollar de plus par jour pour des vacances qui respectent l'environnement, c'est une manne qu'il serait sot de négliger. Dans la même logique, c'est pour des raisons de rentabilité économique que certains prônent l'intégration de l'environnement dans la politique touristique. Et de ce point de

Les dérives du tourisme : construire un hôtel pour touristes dans un beau décor et entrer en concurrence avec les populations locales pour l'accès à l'eau.



Une autre dérive : détourner les populations locales de leurs activités antérieures (des pêcheurs qui deviennent piroguiers par exemple).

vue, malgré les discours, on n'est nulle part, ou presque.

De toute façon, une question subsiste: développement et tourisme sont-ils compatibles? Sur le plan économique, sans doute. Mais les réponses sont plus réservées chez ceux qui incluent dans le développement le respect des communautés locales, de leurs cultures et modes de vie, ainsi que l'orientation de l'économie vers la satisfaction des besoins locaux. Le débat reste ouvert... ■

Valérie Michaux

InfoSud, avec Syfia International



© A. Linard/InfoSud

© A. Linard/InfoSud



© Le Pass

Se dirige-t-on vers une société de loisirs accessible aux nantis privilégiés alors que parallèlement la paupérisation croissante du plus grand nombre induit le développement d'une économie de survie et de débrouille ? L'économie sociale souffle une troisième voie...

Tourisme, loisirs, et même activités culturelles, apparaissent parfois comme des futilités au regard des noirceurs économiques entretenues par des médias aux propos souvent anxiogènes... Et pourtant, à y regarder de plus près, ces activités centrées sur le bien-être, l'épanouissement, la détente et la culture ne sont-elles pas de vraies pistes de création et de développement de richesses qui peuvent revêtir un habit durable et solidaire ? Durable parce qu'il repose sur notre capacité sociale à nous organiser entre nous, et solidaire parce qu'il peut être générateur d'emplois.

14

L'horeca

De nombreuses entreprises de formation par le travail et entreprises d'in-



© Le Pass

sertion sont présentes dans le secteur horeca tant il est vrai qu'il s'agit là d'un pourvoyeur important en matière de main-d'œuvre qui, au départ, peut être peu qualifiée. Souvent toutefois, ces initiatives restent isolées et ont bien du mal à élargir leur clientèle. Le secteur de la restauration implique entre autres aussi des difficultés en termes de gestion horaire. Au-delà de ces difficultés objectives, n'y aurait-il pas un réel intérêt à mettre en valeur des sites touristiques attrayants et à rechercher les collaborations avec des pouvoirs publics locaux ? Peut-être répondre également aux demandes particulières des groupes structurés : classes vertes, classes de ville, groupes de personnes âgées, etc.

Rando à pied et à vélo

Alors que le parc automobile ne cesse de croître et que les autos prennent de plus en plus de place, il y a un réel regain d'intérêt pour les Ravel, sentiers de randonnée et autres chemins oubliés parfois même au cœur de nos villes et agglomérations urbaines. Maillage

écologique et encouragement de modes de déplacement plus « verts » font l'objet de plus en plus d'attentions. Réhabiliter et entretenir ces voies, en assurer un balisage efficace, ou pourquoi pas y accompagner des groupes peuvent devenir, ou redevenir des métiers. Même si l'image bucolique du cantonnier faisant une sieste estivale au creux d'un talus herbeux appartient aujourd'hui au passé, ce métier pourrait renaître sous des formes nouvelles....

Chevaux et poneys

Le regain d'intérêt pour le cheval et tout ce qui gravite autour de ce vieux complice de l'homme ne fait aucun doute. Palefreniers, meneurs d'attelage, ouvriers de manège, accompagnateurs de randonnée, sont autant de métiers accessibles à ceux qui en ont la volonté. Un secteur en évolution aussi avec ses volets thérapeutiques ou pédagogiques pour les personnes handicapées mentales ou les personnes qui vivent des troubles du comportement. Et puis, en clin d'œil, n'oublions pas les ânes, de plus en plus appréciés pour porter les bagages des randonneurs.

Activités à la ferme

Fermes pédagogiques, vacances à la ferme, ferme ouverte aux enfants... l'activité paysanne semble retrouver des lettres de noblesse. Reprendre contact avec les activités quotidiennes de soins aux animaux, de travail aux champs et au potager séduit un grand nombre de citoyens. Au confluent de la redécouverte du contact direct avec la nature et de la réflexion sur le sens des priorités dans nos vies agitées, ce type d'activité peut aussi générer des emplois.

Les métiers du tourisme et perspectives



© Le Pass

Patrimoine

Qu'il s'agisse de patrimoine naturel, architectural ou historique, rénover, entretenir et mettre en valeur les richesses de nos régions requièrent la mobilisation de nombreux savoir-faire. Ce ne sont pas les chantiers potentiels qui manquent. Une des clefs de voûte de nombreux projets réside probablement dans la capacité des pouvoirs publics locaux à mobiliser des moyens pour amorcer les dynamiques.

L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite est par exemple un « créneau » encore méconnu ou en tout cas assez peu exploité, mais rendre des lieux accessibles aux personnes en voiturette n'est pas forcément une perte de temps et d'argent. Cela peut être aussi un réel investissement qui fait venir du monde... En effet, à côté des personnes handicapées, il y a toutes celles qui éprouvent des difficultés temporaires, des personnes âgées, des parents avec une poussette, des livreurs avec leur diable...

Le Pass

Le Pass, c'est un musée, un musée de sciences, de technologies et de société. Mais un musée d'un genre nouveau, un « Autre musée »... Ici pas de collections mais des expositions et des spectacles qui invitent le visiteur à agir, à exercer sa curiosité et à se forger une opinion sur la place des sciences et des technologies dans notre société. Le site est peu ordinaire lui aussi : un ancien charbonnage du Borinage. Des bâtiments classés au patrimoine industriel côtoient de l'architecture neuve qui confère à l'ensemble un caractère industriel empreint du passé et orienté vers l'avenir.

Le Pass en chiffres

- Près de 70 salariés ;
- Un parc de 28 ha, 12.000 m² d'expositions et de spectacles et près de 500 éléments interactifs ;
- La barre des 500.000 visiteurs dépassée en juin 2004 (37 % scolaires et 63 % familles et autres groupes). Aujourd'hui, le Pass, c'est 200.000 visiteurs par an ;
- Plus de 500 événements d'entrepris organisés depuis l'ouverture.

Le Pass • Parc d'aventures scientifiques • rue de Mons, 3 à 7080 Frameries - tél. : 070 22 22 52. Situation : à 7 km de Mons et à 75 km de Bruxelles ou de Lille.

Le projet démarre, il y a 10 ans, avec un plan de formation financé par le FSE car il n'existe pas de formation spécifique pour les animateurs scientifiques : vulgarisation scientifique, et aussi formation au multimédia, animation et langues. À côté des animateurs, il fallait aussi former des travailleurs pour les services techniques et le secteur horeca.

Au départ, une trentaine de jeunes de la région ont entamé ces parcours de formation qui ont aussi inclus des stages à l'étranger puis l'animation d'expositions itinérantes « pour se faire la main ». Aujourd'hui la formation continue fait partie du quotidien des travailleurs du Pass. Un jour par semaine, le programme se partage entre formation en langues et perfectionnements scientifiques.

« La culture d'entreprise n'a pas été facile à mettre en place : sens du service au client, publics très différents : des enfants de maternelle aux personnes âgées en passant par les ados et adultes plus et moins jeunes... », nous confie Fabienne Guillemanne, directrice adjointe et responsable de la communication.

« Nous ne sommes pas peu fiers d'avoir vendu un film au Futuroscope de Poitiers et de nourrir avec eux un projet de coproduction autour d'une animation avec des robots. Des projets étranges viennent régulièrement nous rendre visite. En toute modestie, nous pouvons dire que nous contribuons à élaborer un nouveau type de savoir-faire qui relève de l'ingénierie culturelle », explique encore Fabienne Guillemanne. Entre économie, science, culture et loisir, le Pass, société coopérative à finalité sociale, est donc en train de réussir une alchimie délicate tout en réaffirmant sa finalité intrinsèquement sociale, comme en atteste le premier week-end de ce mois de mai qui était l'occasion d'un grand événement annuel particulier : animations festives et entrée gratuite pour tous avec une promotion exclusivement réalisée dans la région car le but était de faire une fête de proximité... ■

Éric Dewaele



© Le Pass

15



© 't Roodhof

Quand tourisme durable rime avec insertion



© 't Roodhof

't Roodhof, à Bruges, prouve que le secteur touristique peut aussi créer des emplois pour des catégories sociales plus faibles. Un projet horeca original plein d'humanité.

En Flandre-Occidentale, mais également bien au-delà, Loca Labora est considéré comme un concept lorsque l'on parle d'économie sociale. En 2005, quatre projets sont menés sous l'égide du centre de service social fondé en 1986 : une exploitation horticole biologique, la culture et la transformation d'herbes aromatiques biologiques, la conservation du paysage (« Landschapswacht ») et un centre de séjour. Dès le départ, tous ces projets étaient pionniers dans leur domaine. Plusieurs projets ont déjà servi d'exemples à d'autres, tant dans l'économie sociale que dans l'économie classique.

Respect de l'homme et de l'environnement

Le fil rouge que suivent les quatre initiatives pour l'emploi de Loca Labora est le respect de l'homme et de l'environnement. Timothy Vande Ginste, responsable des relations publiques, précise : « Dans l'ensemble de notre tra-

vail, nous tâchons d'intéresser aussi bien nos clients que nos collaborateurs à une gestion durable de la nature. Pour la culture de nos légumes et herbes aromatiques, nous respectons les principes de l'agriculture biologique. Et pour la conservation du paysage, nous appliquons ceux de la gestion écologique de l'environnement. Dans la cuisine de notre projet horeca « 't Roodhof », nous utilisons des légumes et des herbes aromatiques biologiques. Une roselière épure les eaux usées et, pour l'entretien des bâtiments, nous choisissons autant que possible des produits écologiques. »

En ce qui concerne les collaborateurs, Loca Labora s'adresse à des catégories sociales fragiles. « Il s'agit de personnes qui, en raison d'un handicap, de problèmes psychosociaux, d'un chômage de longue durée, d'un emprisonnement ou d'un problème de dépendance, ont peu ou pas de possibilités de trouver un emploi sur le marché du travail traditionnel », explique Timothy Vande Ginste. « Loca Labora leur offre une formation technique et un accompagnement psychosocial approfondi. De cette manière, différents collaborateurs parviennent à une situation privée et professionnelle stable. »

Dans le cadre des quatre projets, Loca Labora accompagne chaque année plus de cent vingt personnes. « Dès le début, nous examinons si le candidat collaborateur convient bien à l'horticulture, à la culture d'herbes aromatiques, à la conservation du paysage ou à l'horeca. La durée pendant laquelle un collaborateur reste ici et le fait qu'il ou elle puisse ou non passer au marché du travail traditionnel dépendent de divers facteurs. Certains d'entre eux n'ont

La formule

On peut séjourner à 't Roodhof, en tant que particulier ou avec un groupe. La capacité totale d'accueil est de 40 lits, répartis dans 13 chambres pour deux à quatre personnes. La « chambre avec petit déjeuner » constitue la formule de base de l'établissement 't Roodhof, mais il est possible de prendre la demi-pension ou de la pension complète.

besoin que d'un coup de pouce, mais d'autres personnes travaillent ici depuis plus de cinq ou dix ans, parfois dans différents projets. »

La plus jeune pousse

't Roodhof est le projet le plus récent de Loca Labora. L'hôtel-restaurant fut porté sur les fonts baptismaux en 1998. Timothy Vande Ginste se souvient : « Nous avons commencé dans la cuisine de notre ferme bio. Nous y préparions des plats pour des activités de restauration (principalement des réceptions) en utilisant des produits que nous cultivions et transformions nous-mêmes. En 2000, nous avons déménagé pour nous installer à 't Roodhof, une grande ferme où nous avons pu concrétiser notre projet de tourisme de séjour à la campagne. »

Pour diverses raisons, Loca Labora a porté son choix sur un projet horeca. Les possibilités d'emploi y ont joué un rôle. « Le but est de faire en sorte que, après leur formation, les personnes puissent accéder au marché du travail traditionnel », ajoute Timothy Vande

Ginste. « Nous avons donc opté pour des secteurs dans lesquels il existe une demande régionale manifeste de personnes qualifiées. Le fait que l'horeca se caractérise par une forte utilisation de main-d'œuvre a également influencé notre choix. Tout comme le type de travail. Nous tenons compte de notre groupe cible, de ses capacités et de ses moyens. »

Les groupes et les particuliers peuvent se rendre à 't Roodhof pour un séjour d'un ou de plusieurs jours. Le centre dispose de trois salles polyvalentes pouvant servir à des réunions ou à des fêtes. L'aspect culinaire vaut également le détour. Au fil des ans, les collaborateurs se sont spécialisés dans les réceptions, les buffets chauds et froids et les repas avec service à table, aussi bien végétariens que non végétariens.

't Roodhof promeut activement le cyclotourisme en proposant des séjours sur ce thème et la location de vélos. « La personne qui séjourne chez nous peut profiter pleinement du caractère rural du Brugse Ommeland », raconte Timothy Vande Ginste avec enthousiasme. « Les amateurs de vélo ont le choix entre pas moins de huit itinéraires cyclotouristes balisés. Les promeneurs viennent également ici pour des randonnées. Bien sûr, une excursion à Bruges ou à la côte fait aussi partie des possibilités. Bon nombre de personnes apprécient de se reposer après une journée touristique (épui-sante) à Bruges ou à la côte. »

Capacité de 26 emplois

Durant les deux premières années de son existence, 't Roodhof pouvait ac-

cueillir 21 personnes pour une formation ou un emploi. En 2002, la capacité d'emploi s'est vue complétée de cinq équivalents temps pleins. 't Roodhof a d'une part investi dans un renforcement de l'équipe de cuisine et a d'autre part augmenté « l'accessibilité » du centre de séjour en fournissant un effort supplémentaire en faveur de l'accueil et de la conciergerie.

« Dans tous nos projets relatifs à l'emploi, le principe est que le client peut savoir que notre personnel a un passé spécifique, mais que cela ne peut nuire au résultat final. Nous voulons que les

hôtes viennent à 't Roodhof non seulement pour soutenir ce centre dans un but social, mais également pour passer un séjour agréable et de qualité dans le Brugse Ommeland. » ■

Frederika Hostens

Avec mes remerciements à Geert Van Hecke, rédacteur de la revue du Gezinsbond (le pendant flamand de la Ligue des Familles)

Infos : 't Roodhof
Nieuwburgstraat 32 - 8200 Oostkamp
tél. : 050 84 22 90 - fax : 050 84 22 91
roodhof@localabora.be - www.roodhof.be.

POUR EN SAVOIR PLUS

Information et répertoire

- Tourès asbl
Tourisme responsable
0475/77 84 01
www.toures2002.be
- BITS
Tourisme social
02/549 56 89
www.bits-int.org

Chantiers Internationaux

- Les Compagnons Bâtisseurs
084/ 314 413
www.compagnonsbatisseurs.be
- Javva
02/478 29 19
www.javva.org
- Quinoa
02/537 56 04
www.quinoa.be

Tourisme et environnement

- Sens Inverse
Ardenne belge, international
082/68 98 56
www.sensinverse.com
- Mandala Tour
Italie
02/532 36 80
www.mandala-tour.com

- Pro Velo asbl
Promotion des déplacements et découvertes à vélo, Belgique
02/502 73 55
www.provelo.org

Tourisme équitable

- Croq' Nature
Sahara et Atlas
00 33 (0)5 62 97 01 00
www.croqnature.com

Tourisme durable

- Gîtes Panda belges (avec WWF)
www.wwf.be/fr/index.cfm?group=act_now&menu=ecotourism.cfm&page=on_holidays/gites_belgium.cfm
- Afrique au Cœur asbl
065/36 13 10
www.afrique-au-coeur.be

Hébergement et autres

- Auberges de jeunesse
02/219 56 76
www.laj.be
- Taxistop
Échange de maisons...
070/222 292
www.taxistop.be



Le tourisme **solidaire** passe d'abord par les habitants



Interrogée sur sa conception du tourisme « durable », la ministre bruxelloise du Tourisme, Evelyne Huytebroeck, met en exergue l'atout principal de notre capitale: les « Bruxellois »...

Traverse Le tourisme solidaire, comme levier de développement territorial au bénéfice des populations visitées, a-t-il sa place en Région bruxelloise ? **Evelyne Huytebroeck** : La déclaration gouvernementale insiste sur l'importance du tourisme comme vecteur d'emploi. C'est dans ce secteur que l'emploi salarié a le plus augmenté sur la dernière décennie dans la Région : une croissance de près de 40%. Alors que l'ensemble de l'emploi salarié augmentait de 5,5%. Ainsi, on dénombrait en 2002, 29.163 emplois salariés liés au tourisme et 6.294 emplois indépendants. Cette croissance profite essentiellement aux personnes peu qualifiées et habitant la région bruxelloise.

18

Le tourisme solidaire, entendu comme profitant aux populations locales, est donc une réalité à Bruxelles. C'est une dimension à développer, tout en tenant compte de la qualité des emplois créés.

Nous pourrions entamer cette réflexion grâce à la mise sur pied de l'Observatoire de la Nuit au sein de l'Office de promotion du tourisme.

Toutes les formes de tourisme font bois à votre feu ?

Bruxelles bénéficie d'une très grande notoriété à l'étranger, en tant que capitale européenne. C'est un atout important à condition de corriger l'image totalement erronée de « capitale administrative », ennuyeuse. Bruxelles rime avec convivialité, rencontre des cultures, création sous toutes ses formes et art de vivre.

Pour améliorer son image, je compte sur les Bruxellois eux-mêmes. Les premiers ambassadeurs d'une Région sont ses habitants et ses acteurs. Un événement comme « Bruxelles Bravo », initié par le secteur artistique et culturel, a montré, fin février, cette rencontre des cultures, ce vivier créatif qu'est Bruxelles. Par ailleurs, des opérations comme « Bruxelles ma découverte », dans les 19 communes, permettent aux Bruxellois de retrouver une fierté en tant qu'habitants. Je pense également à « Voir et dire Bruxelles », ces associations de visites guidées qui établissent des circuits originaux, insolites et décentralisés sur des thèmes liés à la vie bruxelloise. C'est une façon de faire du tourisme urbain durable : par des Bruxellois pour des Bruxellois, mais aussi pour les visiteurs.

Les grandes chaînes hôtelières, les opérateurs de tourisme « classique » sont-ils intéressés par cette approche ?

Les apports les plus importants pour le secteur hôtelier viennent du tourisme d'affaires et de congrès. Il est essentiel

de s'interroger sur les attentes des touristes qui arrivent dans notre ville. Je suis persuadée que les visiteurs voudraient davantage découvrir la ville de l'intérieur et avoir des contacts avec les populations locales. C'est également par cet aspect « art de vivre », qui fait la spécificité de Bruxelles, que nous pourrions nous distinguer d'autres destinations. Cette dynamique est donc un bénéfice pour le secteur hôtelier.

Des pistes ?

Il s'agit de retenir les touristes, trop souvent de passage, pour quelques jours à Bruxelles. D'abord en valorisant les facettes méconnues de notre ville, comme je l'ai déjà expliqué. Ensuite en améliorant la coordination intercommunale et la signalétique. Chacune des 19 communes doit pouvoir mieux développer et faire connaître ses potentialités touristiques. Un visiteur, amateur d'architecture, qui visite un musée dans le centre-ville, doit y avoir l'attention attirée par l'existence de la Maison Autrique à Schaerbeek. Et inversement. Enfin, au-delà du patrimoine, il s'agit de créer davantage d'événements d'envergure internationale qui mettent en valeur le Bruxelles créatif et moderne : mode et BD, deux secteurs où nous avons des choses à faire découvrir, à montrer et à dire.

Et le tourisme « chez l'habitant », n'est-ce pas un créneau alternatif prometteur ?

Ce créneau répond bien entendu à une attente. C'est un vecteur de tourisme « diffus », plus respectueux et plus proche de la population locale. Économiquement, il offre un petit « plus » à des ménages. Socialement et culturellement, il s'agit d'une opportunité de rencontres plus conviviales entre la popula-

tion bruxelloise et les touristes. Pour que de plus en plus de Bruxellois soient intéressés par cette démarche d'accueil des touristes, il faudra toutefois parvenir à clarifier certaines réglementations fédérales en matière de fiscalité et assouplir les règles liées à l'affichage de prix qui sont difficilement conciliables avec un environnement urbain.

Justement, 10 ans après les premières Assises du Tourisme, vous remettez le couvert en fin d'année. L'occasion d'une évolution vers quoi ? Écotourisme, tourisme durable, tourisme solidaire ... ?

C'est d'abord une occasion d'évaluer les avancées et les lacunes, dix ans après un moment fondateur. Et, le cas

échéant, donner de nouvelles impulsions par le biais d'un plan régional bruxellois du tourisme.

Il s'agit également de faire le point sur les atouts de Bruxelles à valoriser. Je pense notamment à sa dimension européenne. Vers quels marchés assurer notre promotion touristique ? Comment améliorer la place du tourisme des jeunes à Bruxelles aujourd'hui ? Qui seront les congressistes de demain ? Le tourisme, c'est aussi la participation des habitants. Je demanderai donc à deux panels de Bruxelloises et Bruxellois d'évoquer ce qu'est pour eux l'image de leur région comme destination touristique. Nous verrons également comment nous inscrire dans l'optique « tourisme durable » recommandée par le Conseil de l'Europe. Comment encourager et mesurer les contributions du secteur touristique à la réduction des émissions de CO₂ et à une gestion écologique des déchets ? Je suis persuadée que, à moyen terme, le choix des touristes sera notamment influencé par les préoccupations environnementales développées par leur lieu de vacances.

Je tiens encore à rappeler que, pour moi, le premier enjeu de solidarité à Bruxelles, c'est l'entente entre les communautés, entre les peuples. Le bouillonnement multiculturel de la Région peut être un argument pour attirer des visiteurs étrangers. J'invite également nos amis wallons, flamands et germanophones à découvrir la Région bruxelloise de l'intérieur pour savourer encore davantage ses richesses multiples ! ■

19

Propos recueillis par Manu De Loel

Bio Express

Parti : Écolo

Nom : Évelyne Huytebroeck

Date de naissance : le 02/05/1958

Profil : mariée, trois enfants.

Fonctions actuelles : ministre bruxelloise de l'Environnement et de la Politique de l'eau, de l'Énergie et des Primes à la rénovation urbaine (parlement régional), du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme (Commission communautaire française), des Affaires sociales (Commission communautaire commune).

Études : licence en journalisme et communication sociale à l'ULB (1981), mémoire sur « Phantomas et le surréalisme belge »

Fonctions précédentes chez Écolo :

- membre d'Écolo depuis 1982
- 1985 à 87 : secrétaire politique de la régionale de Bruxelles
- 1986 à 1990 : animatrice de la Commission Culture d'Écolo
- de 1989 à juillet 2002 : députée régionale bruxelloise
- de 1989 à juillet 2002 : présidente du groupe Écolo à l'assemblée de la Commission communautaire française
- de juin 1999 à juillet 2002 : présidente du groupe Écolo au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, et présidente de la commission Économie et Emploi du parlement bruxellois
- de juillet 2002 à juillet 2004 : secrétaire fédérale d'Écolo

Activités professionnelles antérieures :

- 1982 à 84 : attachée de presse de la Confédération internationale des syndicats libres
- 1984 à 89 : attachée de presse de la Fédération des Jeunesses musicales
- 1980 à 89 : journaliste indépendante pour La Libre Belgique, Marie-Claire, la Revue Nouvelle, le Soir illustré et Tintin

Mais encore : joueuse de tennis et de hockey sur gazon ; passion pour les voyages ; présentatrice TV et radio des « tribunes Écolo sur la RTBF »

Coordonnées de son cabinet : rue du Marais 49-53 à 1000 Bruxelles. Tél. : 02 517 12 00, fax : 02 517 14 90.



De la compagnie aérienne au parc national

Comment travailler concrètement pour des formes de tourisme alternatif ? Que ce soit dans le domaine du voyage et des transports ou celui de l'écotourisme, Point Afrique et le parc Retezat s'essayent à l'exercice.

Point Afrique

Point Afrique⁽¹⁾ est une coopérative de voyageurs née de la volonté d'un amoureux de l'Afrique, Maurice Freund. En 1995, il décide d'organiser les premiers vols jamais effectués pour Gao, au Mali. C'est à partir de là que la structure coopérative se crée avec un challenge de taille : être une structure d'économie sociale au sein des compagnies charters privées.



Structure coopérative

Le statut coopératif de Point Afrique lui permet de s'inscrire dans l'économie sociale. Les bénéfices servent d'abord à constituer une réserve financière, puis à investir dans des projets de développement en Afrique. Aucune rémunération du capital donc, dans cette

coopérative où les actionnaires sont mus par un état d'esprit militant.

Pour assurer ses activités, Point Afrique possède Point Afrique Voyages depuis 1997. Cette agence de voyages permet à la coopérative d'être en règle pour les assurances, licences... Avec l'actionariat plus que majoritaire de la coopérative, les activités de Point Afrique Voyages sont menées en adéquation avec les idéaux des coopérateurs.

Pourquoi le choix d'une coopérative dans un secteur où l'essentiel des entreprises relève du secteur économique classique ? Le parcours du président fondateur Maurice Freund y est pour beaucoup. « Déjà, lors de sa participation à l'aventure de Point Mulhouse en 1968, une association de voyageurs, il ne pouvait s'imaginer travailler dans les rapports Nord/Sud avec des rapports économiques qui ne seraient pas basés sur la justice et la solidarité », explique Virginie Albouy, directrice Communication et Développement à Point Afrique. Malheureusement, cette asso-

ciation n'a pas tenu face aux monopoles aériens de l'époque. Pour aider au développement de l'Afrique, il décide de recommencer l'aventure. C'est donc naturellement qu'il a pensé à une coopérative de voyageurs pour affréter des avions pour l'Afrique en octobre 1996. Les actionnaires l'accompagnent dans cette démarche avec un esprit associatif très présent.

Activité économique risquée

Point Afrique ne s'en cache pas : le but est de rester le plus compétitif possible. Soumis à la concurrence, Point Afrique a vu certains partenaires le quitter lorsqu'une destination commençait à attirer d'autres compagnies, comme à Atar lors de la saison 2002/2003. « Quel choix faire ? Continuer à se développer mais jusqu'où, face à la concurrence ? », s'interroge Virginie Albouy. La question s'est posée pour la coopérative. Parfois, la décision a été prise de retirer certains vols, pas assez remplis à cause de la concurrence. La coopérative pense

En bref

Point Afrique

Coopérative de voyageurs sous forme de SA créée en octobre 1996.

Point Afrique Voyages

Agence de voyages rachetée en 1997 par Point Afrique

Part de Point Afrique dans le capital : 99,99 %

Chiffre d'affaires 2004 : environ 23 millions d'euros

Fonds propres : 2 millions d'euros

Forme juridique : SAS (société par actions simplifiées)

Objectifs poursuivis :

- **La création de lignes aériennes dans des zones fragilisées au tarif le plus compétitif possible, et la pérennisation de ces dernières par le développement touristique, pour créer une activité économique, qui repose essentiellement sur les populations locales.**
- **Les bénéfices générés (mis à part la réserve obligatoire à constituer) sont intégralement réinvestis dans ces mêmes pays.**

en termes de chiffres et souhaite rester le moins cher possible. Ils réduisent leurs marges en affrétant eux-mêmes leurs avions. Comment se réclamer de l'économie sociale quand on poursuit une politique de bas prix dans un contexte hautement concurrentiel ?

Volonté de changement

La politique des bas prix sert un des buts essentiels de la coopérative : permettre au plus grand nombre de voyager. Il y a une réelle volonté d'implémenter un accès généralisé aux transports.

Un atout majeur pour garantir la coopérative comme une organisation économique se positionnant dans l'économie sociale est la caractéristique de non-rémunération du capital. Aucun actionnaire n'étant rémunéré, le retour sur investissement n'est pas demandé à la hausse et une année sans bénéfices ne fait pas fuir les détenteurs de capital. Cela lui permet ainsi de survivre.

Mais la coopérative Point Afrique, c'est également financer des projets de développement : des projets de compagnies locales low cost en Afrique, autonomes par rapport à Point Afrique, toujours pour aider le plus grand nombre possible à voyager, un projet de développement durable lié au parc W à la frontière du Bénin, du Niger et du Burkina Faso... Lors de leur arrivée à Atar durant la saison 1996/1997, il n'y avait pas de réelle offre touristique locale. La réponse de Point Afrique ne tarde pas à arriver. Des formations de guide touristique commencent pour professionnaliser le secteur et offrir des débouchés à la coopérative qui achemine des voyageurs. Les actions pour soutenir l'aspect solidaire de la coopérative ne manquent pas...

L'économique et le social

Cependant, l'équilibre entre le volet économique et le volet social de Point Afrique est bien difficile à trouver.

Les projets de compagnies locales low cost ne sont pas créés dans l'esprit coopératif de Point Afrique. Une volonté de créer de l'emploi local certes, mais les idéaux coopératifs ne sont pas forcément relayés. Où est la limite entre promouvoir l'économie sociale et aider au développement de l'offre de transports sans finalité sociale affichée ?

De même, la formation des guides touristiques pose la question du lien entre l'économique et le social. La formation représente un gros poste budgétaire pour Point Afrique, qui pense dès lors cet investissement dans la durée, c'est-à-dire une collaboration sur le long terme avec les guides formés. « Cette logique permet une pérennité dans l'emploi local », insiste Virginie Albouy. Mais aucune charte sur la manière de travailler des guides n'est demandée. Des fiches « environnement » sont bien envoyées aux voyageurs, mais il n'existe pas d'obligations pour les guides touristiques. Un exemple de cette volonté de développement durable implicite mais non officialisée est marquant. Il s'agit d'une initiative sympathique pour les voyageurs : un briquet leur est distribué pour qu'ils brûlent leurs déchets et ne les jettent pas dans la zone saharienne. Une action appréciée des voyageurs (certains vont même jusqu'à rendre le briquet au guide pour les touristes suivants !) mais qui paraît anecdotique. Comment faire perdurer l'idée d'un tourisme respectueux sans formation spécifique au développement durable ?



Enfin, le travail de Point Afrique avec Air Méditerranée souligne l'ambiguïté de cette coopérative particulière. Point Afrique possède 13% du capital de la compagnie aérienne et utilise cette compagnie pour la saison hivernale. Coupler le travail d'une coopérative avec celui d'une compagnie privée : mission impossible ? Pas si l'on en croit la vision de Point Afrique sur Air Méditerranée : « Premièrement, aucune compagnie aérienne ne s'inscrit dans l'économie sociale en France, d'où l'obligation de travailler avec le secteur privé classique. Ensuite, Air Méditerranée est une petite compagnie dans le monde aérien [65 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2003] prête à investir dans des projets, dont le président-directeur général ne fait pas de la rentabilité pour la rentabilité mais pour construire... »

Beaucoup de questions en suspens mais une volonté réelle de réussir le pari de travailler dans le voyage et le charter, secteur peu favorable à l'économie sociale.

Une initiative innovante et originale, toujours sur le fil du rasoir... Tel semble être le fonctionnement de Point Afrique.

Le parc Retezat

Pour l'Agence de développement économique d'Hunedoara, Tr@me a effectué une étude de faisabilité⁽²⁾ sur les formes de tourisme à privilégier pour le parc national de Retezat en Roumanie. C'est l'écotourisme qui est privilégié.

L'écotourisme

Se rapprocher de la nature, afficher une volonté de développement durable... voilà ce qui séduit de plus en plus de

touristes. La part de l'écotourisme dans l'industrie touristique ne cesse d'augmenter. La preuve : l'Organisation mondiale du tourisme a fait de 2002 l'Année internationale de l'écotourisme. Cela touche surtout les touristes aux destinations internationales.

Le potentiel naturel du parc national Retezat se prête particulièrement à cette manière de voyager. C'est le premier parc national créé en Roumanie en 1935. « *Sobre et imposant, telle une forteresse de granit, sévère, plein de poésie avec ses pics revêtus de neige jusqu'à la fin de printemps* », décrit l'équipe de Tr@me. Un site idéal pour développer un tourisme tourné vers la nature ! Avec, en plus de ce cadre laissant rêver, une position géographique intéressante : possibilité d'attirer les marchés occidentaux, ceux des pays de l'Europe centrale, et enfin celui des grandes villes de l'ouest de la Roumanie.

Les freins

Mais divers obstacles se dressent pour le développement touristique de cette région. Les ressources humaines représentent un blocage significatif avec peu de guides officiels et une minorité de professionnels du tourisme.

Le manque cruel de professionnalisation pour l'offre touristique n'est pas la seule entrave pour l'écotourisme dans ce parc roumain. Aucune réelle visibilité du site n'existe. La communication sur cet endroit, la promotion de ses atouts, la publicité sur les avantages

naturels du parc... Tous ces outils de valorisation sont en nombre insuffisant alors que le site et ses alentours peuvent se prévaloir de nombreuses attractions naturelles insolites comme des gisements de fossiles et d'œufs de dinosaures.

Développer l'entrepreneuriat

Quelles sont les propositions de Tr@me pour résoudre ces problèmes ? Tout d'abord, il est nécessaire de créer un centre de formation touristique, en lien avec le lycée de formation professionnelle d'Hunedoara, afin de professionnaliser l'offre. Cette formation vise à développer les compétences en tourisme rural, notamment pour les opérateurs locaux de tourisme et les guides touristiques. Puis valoriser les produits locaux semble vital pour créer un véritable réseau économique local bénéficiant du tourisme. Il s'agit de l'appui aux foires artisanales et au marché du terroir. Une option supplémentaire est envisagée pour assurer le développement touristique : créer des circuits de commercialisation courts entre producteurs, consommateurs locaux et touristiques. Boucle parfaite entre développement du réseau économique local et expansion du marché touristique.

Une question cruciale reste à élucider : comment aider les opérateurs touristiques locaux ? Ce sont souvent des PME qui assurent les activités liées au tourisme dans cette région. Tr@me préconise de nombreuses solutions. La pre-

mière idée consiste à créer des formules de microcrédit permettant de soutenir les projets de développement local communautaires ou privés. Une deuxième possibilité est d'accompagner les opérateurs débutant leur activité et de les inciter à mettre leurs forces ensemble en développant une démarche collective de marketing. Enfin, la promotion du site, pour augmenter les débouchés des opérateurs, est soutenue en assurant la visibilité du site avec la création d'un site Internet et en mettant en place un système d'interprétation, le roumain n'étant pas forcément facile d'accès pour les touristes étrangers.

Un défi de taille

Benoît Delaite, administrateur de Tr@me, revient sur les étapes accomplies à la suite de cette étude : « *Il y a eu une tentative de partenariat entre les ONG environnementales locales et le WWF Belgique, sous financement de l'Union européenne, pour la sensibilisation et la gestion de la propreté du parc... mais ça n'a pas marché, faute de financement. Le département a mis en place un plan d'urbanisation autour du parc pour éviter la multiplication de bâtiments incohérents avec le patrimoine. Et, surtout, le parc a travaillé avec les opérateurs touristiques pour promouvoir l'intérêt des ressources naturelles du parc, ce qui a permis l'intégration du parc de Retezat dans les PANPARKS de WWF, réseau de parcs européens reconnu par une charte qui définit un travail en réseau sur les richesses et services environnementaux et touristiques partagés.* » À noter également la création du site Internet consacré au parc Retezat (www.retezat.ro) avec un seul bémol : il faut parler roumain pour découvrir la richesse du parc.

Les principales avancées sur le terrain sont d'ordre environnemental mais c'est peut-être la première pierre pour permettre l'entrepreneuriat dans l'écotourisme...

Véronique Branger

SAW-B

(1) Source : www.point-afrique.com.

(2) « *Développement de l'écotourisme dans la zone géographique du parc national de Retezat. Étude de faisabilité* », décembre 2002-mars 2003.

Définition de l'écotourisme

La Société internationale d'écotourisme (www.ecotourism.org) définit l'écotourisme comme « voyager de manière responsable dans des sites naturels tout en aidant à la conservation de l'environnement et en ayant un impact positif sur les conditions de vie des populations locales ». Toute entreprise développant et opérant des circuits écotouristiques devrait observer et défendre les principes suivants :

1. Voyager en réduisant au maximum son impact sur le milieu.
2. Promouvoir et encourager le respect des communautés et de l'environnement.
3. Assurer une expérience positive aux visiteurs comme aux hôtes.
4. Créer des bénéfices financiers directs pour la conservation de l'environnement.
5. Amener des bénéfices financiers directs aux communautés locales.
6. Promouvoir l'éducation sous toutes ses formes.
7. Sensibiliser les voyageurs aux réalités sociales, politiques et environnementales des pays et régions visités.
8. Appuyer et soutenir la charte des droits et libertés.